

[Le français suit]

Strong new gun control legislation comes with hope for a comprehensive assault weapons ban

Ottawa, Monday, May 30, 2022 – Families, survivors and witnesses of mass shootings, including the tragedies at Polytechnique, Dawson and the Quebec Mosque, travelled to Ottawa today to react to the tabling of new gun control legislation.

Nathalie Provost, Polytechnique graduate and survivor says: “Today marks an important step forward for all advocates for stronger gun control. This bill is the most promising legislation since the long gun registry was abolished in 2012. And given the strength of the measures that have just been proposed, we remain optimistic. While a complete and lasting ban on assault weapons is not part of the bill, the Minister of Public Safety has committed to amending it so that the final version includes such a ban.

“Indeed, the national ban on handguns and the strong criteria surrounding firearm licences show us that the government has listened to victims, advocates and experts, even though this entailed reversing previously held government positions - to their credit. The [recently amended regulations](#) strengthening licence verification, the [mandate letter to the RCMP Commissioner](#) regarding effective enforcement and the ongoing and meaningful consultations with public interest groups further convinces us that the government is sincere in its effort to prioritize public safety.

“We applaud and sincerely thank Minister Mendicino and Prime Minister Trudeau for reversing course and choosing a national ban on handguns, in addition to strengthening the criteria surrounding firearms licence, including revoking licences for individuals subject to protection orders associated with intimate partner violence. These are substantial, effective, popular and historical measures that will take Canada in the right direction, consistent with our values and our common desire to never go down the path of our neighbors to the South,” adds **Ms. Provost**.

Suzanne Laplante-Edward, whose daughter **Anne-Marie** was assassinated at **Polytechnique** and who organized all the families in a foundation supporting gun control in the aftermath, said this: “I am 83 years-old and my husband is 85. Jim doesn’t have much time left. Many of the other parents are no longer with us. It is a cruel thing that, 32 years after our daughters were murdered in a mass shooting with a legal assault weapon, Canada still does not have a comprehensive and permanent ban on such weapons. However, today we have reason to be more optimistic than ever. This afternoon, Marco Mendicino vowed to all Canadians that such a ban will be part of their final bill. Given today’s extremely positive announcements, I am very much inclined to believe him. We will just have to wait a few more months.”

Boufeldja Benabdallah, co-founder and spokesperson for the Quebec Mosque, concludes: “The Mosque community is extremely happy and grateful for having had the opportunity to witness the tabling of this bill. We are honoured to have played a role in this significant and historical victory for public safety. For five long years we have been advocating for a ban on handguns, as this is the weapon that allowed one hateful young man to kill six of our brothers, severely wound five others and traumatize dozens of witnesses including children, all in less than two minutes. Minister Mendicino has delivered what Canadians want: a ban on new handguns and a phase out of existing ones. Today we celebrate while also calling on Canadians to communicate their support to their elected members of parliament, as all we know that the gun lobby will fight this bill tooth and nail.”

For information or interviews:
info@polysesouvient.ca
514-816-7818 (text if possible)

Une nouvelle législation forte sur le contrôle des armes à feu accompagnée d'espoir pour une interdiction complète des armes d'assaut

Ottawa, lundi le 30 mai, 2022 – Plusieurs familles, survivants et témoins de fusillades de masse, dont les tragédies à Polytechnique, à Dawson et à la Mosquée de Québec, se sont rendus à Ottawa aujourd'hui pour réagir au dépôt d'une nouvelle loi sur le contrôle des armes à feu.

Nathalie Provost, diplômée de Polytechnique et survivante, déclare : « Aujourd'hui, un pas important est franchi pour tous les militants pour un meilleur contrôle des armes à feu. Ce projet de loi est le plus prometteur depuis l'abolition du registre des armes d'épaule en 2012. Et compte tenu de la force du projet de loi qui vient d'être déposé, nous restons optimistes. Bien qu'une interdiction complète et durable des armes d'assaut ne fasse pas partie du projet de loi, le ministre de la Sécurité publique s'est engagé à modifier celui-ci afin que sa version finale comprenne une telle interdiction.

« En effet, l'interdiction fédérale des armes de poing et le renforcement des critères entourant les permis d'armes à feu nous montrent que le gouvernement a écouté les victimes, les militants et les experts sur de nombreux aspects critiques, même si cela a nécessité de revenir sur des positions gouvernementales antérieures - ce qui est tout à leur honneur. Les [règlements récemment modifiés](#) renforçant la vérification des permis, la [lettre de mandat adressée à la commissaire de la GRC](#) visant une meilleure application de la loi et les consultations significatives et continues avec les groupes d'intérêt public nous amène à croire que le gouvernement est sincère dans ses efforts pour donner la priorité à la sécurité publique.

"Nous applaudissons et remercions sincèrement le ministre Mendicino et le premier ministre Trudeau d'avoir revu leur position et d'avoir opté pour une interdiction nationale des armes de poing, en plus de renforcer les critères entourant les permis d'armes à feu, notamment en révoquant automatiquement les permis des personnes faisant l'objet d'une ordonnance de protection associée à la violence entre partenaires intimes. Il s'agit de mesures substantielles, efficaces, populaires et historiques qui ramèneront le Canada sur le bon chemin, en accord avec nos valeurs et notre désir commun de ne jamais emprunter la voie de nos voisins du Sud, » ajoute **Mme Provost**.

Suzanne Laplante-Edward, dont la fille Anne-Marie a été assassinée à Polytechnique et qui a coordonné l'action de toutes les familles en créant une fondation appuyant le contrôle des armes à feu au lendemain du drame, a déclaré ceci : « J'ai 83 ans et mon mari en a 85. Il ne reste plus beaucoup de temps à Jim. Beaucoup d'autres parents ne sont plus avec nous. Il est cruel que, 32 ans après que nos filles ont été assassinées lors d'une fusillade de masse avec une arme d'assaut légale, le Canada ne dispose toujours pas d'une interdiction complète et permanente de ces armes. Cependant, aujourd'hui, nous avons plus de raisons que jamais d'être optimistes. Cet après-midi, Marco Mendicino a promis à tous les Canadiens qu'une telle interdiction fera partie de leur projet de loi final. Compte tenu des

annonces extrêmement positives d'aujourd'hui, je suis très encline à les croire. Il ne nous reste plus qu'à attendre quelques mois de plus. Et d'ici là, nous veillerons au grain. »

Boufeldja Benabdallah, cofondateur et porte-parole de la Mosquée de Québec, conclut : « La communauté de la Mosquée est extrêmement heureuse et reconnaissante d'avoir eu l'occasion d'assister au dépôt de ce projet de loi. Nous sommes honorés d'avoir joué un rôle dans cette victoire significative et historique pour la sécurité publique. Pendant cinq longues années, nous avons préconisé l'interdiction des armes de poing, car c'est une telle arme qui a permis à un jeune homme haineux de tuer six de nos frères, d'en blesser gravement cinq autres et de traumatiser des dizaines de témoins, y compris des enfants, le tout en moins de deux minutes. Le ministre Mendicino a livré ce que les Canadiens veulent: une interdiction des nouvelles armes de poing et un retrait progressif des armes existantes. Aujourd'hui, nous célébrons tout en appelant les Canadiens à communiquer leur soutien à leurs élus au Parlement, car nous savons tous que le lobby des armes à feu combattra ce projet de loi bec et ongles. »

- 30 -

Pour information ou entrevues :
info@polysesouvient.ca
514-816-7818 (texto si possible)